

ÉDITO

IA : droit de la concurrence ou politique ?

Publié par L'Opinion, le 17 mai 2024

Par Bruno Alomar



Bruno Alomar est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'École de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet

économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. École de Guerre - 2018), Bruno Alomar commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

la récente adoption de l'IA Act : elles ont compris que certains excès normatifs pourraient pénaliser des jeunes pousses françaises.

Parmi les nombreuses propositions de la Commission de l'IA, il est recommandé « d'anticiper les concentrations de marché sur la chaîne de valeur de l'IA » et de « changer de doctrine de la politique de la concurrence en passant d'un système statique (quelles parts de marché aujourd'hui ?) à une vision dynamique (quelles parts de marché pourraient demain détenir cette entreprise et quelles entreprises pourraient demain entrer sur ce marché ?) ». Cette approche soulève quelques interrogations.

D'abord, elle suggère que la Commission européenne aurait jusqu'à présent manqué de beaucoup de rigueur. C'est largement inexact. Ses analyses ne s'arrêtent en réalité jamais aux seules parts de marché, degré le plus grossier de l'analyse concurren-

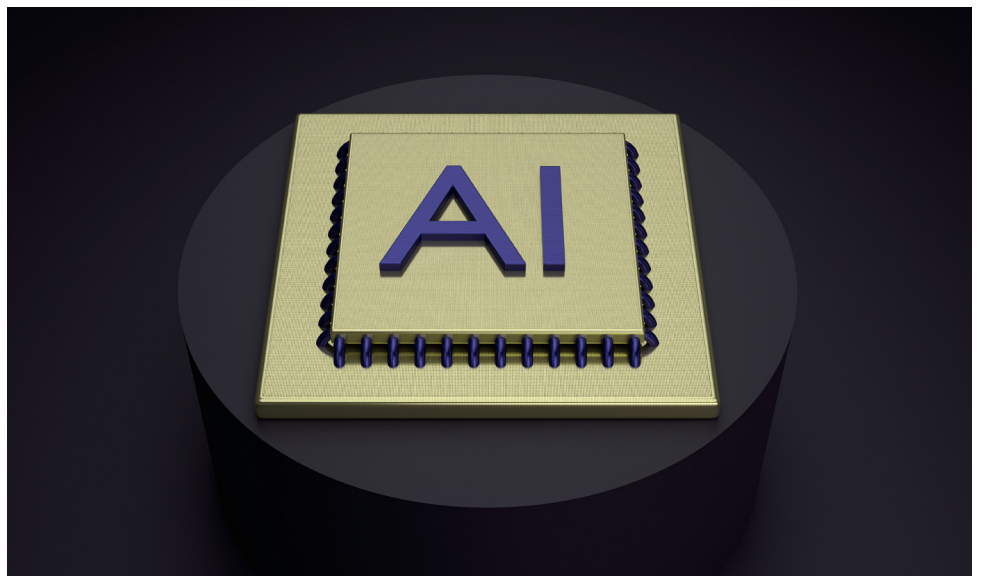
tielle. Qu'il s'agisse d'abus de position dominante ou de fusions, la Commission prend pleinement en compte la concurrence potentielle, c'est-à-dire la vision dynamique qui est réclamée. Un exemple ? La France s'était émue en 2019 de l'interdiction de la fusion Alstom-Siemens car elle estimait que la Commission n'avait pas pris en compte la concurrence potentielle chinoise. La commissaire Vestager n'a pas résisté à la tentation de confirmer il y a quelques semaines que, cinq années plus tard, les entreprises chinoises n'étaient toujours pas présentes sur le marché européen. L'analyse dynamique réalisée par la Commission s'est trouvée confirmée.

Ensuite, il est toujours tentant – vieux réflexe de politique industrielle pompidolienne – de prétendre se projeter dans le futur. Mais ceci soulève immédiatement deux difficultés que connaissent bien les autorités de concurrence.

Prétendre décréter le fonctionnement de l'IA pour les années à venir et vouloir imposer à des autorités de concurrence au mépris des outils sophistiqués est une erreur bien française.

La Commission de l'Intelligence artificielle, présidée par Philippe Aghion et Anne Bouverot, dans un récent rapport, s'est montrée particulièrement volontaire en proclamant que le développement de l'IA devait être « une ambition pour la France ».

Disons-le tout net : il est effectivement nécessaire de mettre l'accent sur l'IA. Car si l'Europe et la France ont encore des secteurs d'excellence, le numérique est le grand « raté » des deux dernières décennies; la révolution de l'IA est peut-être l'occasion de rattraper une partie du retard. Ensuite, en matière d'IA, la France a des atouts. C'est la raison pour laquelle, après avoir poussé depuis dix ans l'UE à assumer une inflation normative dirigée contre les géants américains, les autorités françaises ont opéré une volte-face et critiqué

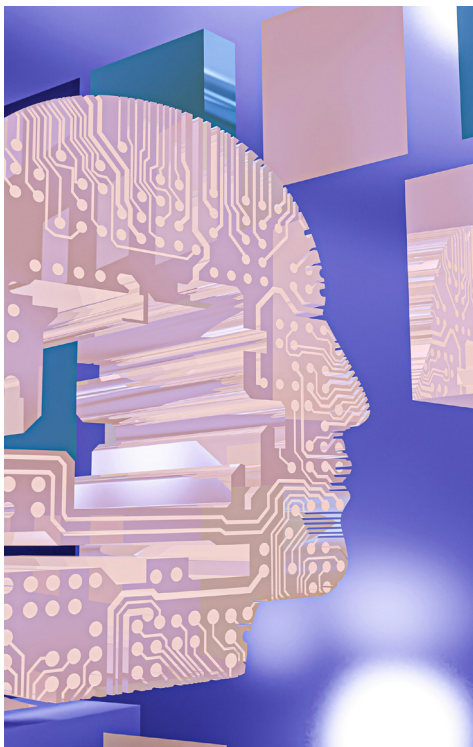


Difficultés

La première difficulté, c'est de savoir qui déterminera à quoi ressembleront l'IA et ses marchés dans le futur. A ce jeu, la litanie des erreurs publiques, en particulier dans un pays comme la France, est longue. C'est bien la raison pour laquelle les autorités de concurrence, constituées – ce n'est pas une insulte, c'est un fait – de fonctionnaires fondent l'essentiel de leurs décisions sur une réalité économique qui leur est communiquée par les acteurs de marché, c'est-à-dire les entreprises. C'est le lien permanent avec les acteurs de marché et la puissance de leurs moyens d'investigation qui permettent aux autorités de concurrence de comprendre les dynamiques concurrentielles. Peut-être les acteurs de l'IA ont-ils une vision à 5 ou 10 ans. Mais même avec la meilleure volonté du monde, ce ne peut être le cas des fonctionnaires à Bercy.

La seconde difficulté tient à la sécurité juridique. Les acteurs de marché – l'IA n'y fait pas exception – ont besoin d'un cadre réglementaire clair et stable. Plus les autorités publiques prétendent projeter leur action dans le temps lointain, et moins l'impératif de sécurité juridique – un principe général du droit de puissante portée en droit européen – dans lequel la liberté d'entreprise doit se déployer sera garanti. C'est bien la raison pour laquelle le contrôle des fusions par les autorités de concurrence, prospectif et donc juridiquement fragile par nature, a toujours soulevé des critiques.

C'est dire, en définitive, qu'il ne faut pas se tromper. Tirer parti des potentialités de l'IA en Europe, frappée par le décrochage de la productivité et corrélativement du PIB par rapport aux Etats-Unis, est nécessaire. Prétendre décréter le fonctionnement de l'IA pour les années à venir et vouloir l'imposer à des autorités de concurrence au mépris des outils sophistiqués qu'elles savent utiliser est une erreur bien française ●



REGARD D'EXPERT

Le projet de « Route du développement » renforce le rapprochement entre l'Irak et la Turquie

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au

Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Emissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

les États signataires à établir les cadres nécessaires à la mise en œuvre du projet « Iraq Development Road », avec le Qatar et les Émirats en tant que sponsors économiques du projet. L'Iraq Development Road comprend un projet d'autoroutes et de chemins de fer de 1 200 kilomètres, estimé à au moins 17 milliards de dollars, qui devrait créer 100 000 emplois. Il a été approuvé par Bagdad en mars 2023. Son but est notamment d'acheminer des marchandises du port irakien d'al-Faw, dans le gouvernorat de Bassora, dans le Sud riche en pétrole, vers les marchés européens via la Turquie. Les rendements annuels sont estimés à 4 milliards de dollars. En octobre dernier, alors que des discussions étaient déjà en cours avec la Turquie, cette dernière a déclaré que le projet pourrait être achevé dès 2028. Une coentreprise fraîchement créée entre la société émiratie AD Ports Group et la General Company for Ports of Iraq a été chargée du développement du grand port d'al-Faw et de sa zone économique d'ici à 2025.

L'Irak, la Turquie, le Qatar et les Émirats arabes unis ont signé récemment un protocole d'accord sur le projet « Iraq Development Road », qui vise à créer un nouveau corridor de transit entre l'Asie et l'Europe à travers le Golfe, la Turquie et l'Irak. Cette initiative concurrencerait le canal de Suez, et en particulier le corridor Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC).

Les faits

Le 22 avril, l'accord a été signé par les ministres des Transports irakien, turc, qatari et émirati en présence du Premier Ministre irakien Mohammad Chia al-Soudani et du Président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'occasion de sa première visite en Irak depuis douze ans. Il engage

Le contexte

L'annonce intervient huit mois après la présentation du corridor IMEC au cours du sommet du G20 à New Delhi, en août 2023. Rival de la Belt and Road Initiative (nouvelles routes de la soie chinoises), ce réseau de voies terrestre, maritime



et ferroviaire prévoit de relier l'Asie à l'Europe en passant par le Golfe et Israël, tout en contournant la Turquie, au grand dam de cette dernière.

Frappée par une inflation record et une dévaluation en chute libre de sa monnaie, la Turquie a fait une révision stratégique et géopolitique en adoptant le paradigme de la normalisation. Elle serait donc très engagée dans la régularisation de ses problèmes avec l'Irak, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis ou encore l'Égypte. Parmi ceux-ci, la reprise des exportations de pétrole à partir d'un oléoduc reliant l'Irak à la Turquie

De son côté, le Premier Ministre irakien entend quant à lui préserver la stabilité recouvrée de l'Irak ces dernières années pour y promouvoir un développement économique, malgré la présence de milices pro-iraniennes et de troupes américaines sur son sol. Mohammad Chia al-Soudani était récemment à Washington pour y rencontrer notamment le Président Joe Biden, alors que les tensions entre Israël et l'Iran atteignaient leur paroxysme.

L'Iraq Development Road est l'un des résultats les plus significatifs de la visite du Président turc Erdogan en Irak, au cours de laquelle 26 accords ont été signés, y compris un accord-cadre stratégique supervisant la sécurité, le commerce et l'énergie, ainsi qu'un accord de 10 ans sur la gestion des ressources en eau qui tiendrait compte des besoins de l'Irak, a indiqué M.al-Soudani. De quoi apaiser les relations entre Bagdad et Ankara, marquées par plusieurs années de tensions liées à la présence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du Nord irakien, et le partage des eaux

du Tigre et de l'Euphrate. Depuis 2020, l'Irak subit sa plus sévère période de sécheresse en un siècle : chaque année, le pays perd 100 km de sa terre fertile. On peut désormais traverser le Tigre à pied à cause de la sécheresse.

« J'espère que les nouveaux accords que nous avons signés aujourd'hui ouvriront la voie à une nouvelle ère entre la Turquie et l'Irak », a déclaré Recep Tayyip Erdogan, qui espère en outre instaurer une salle d'opérations conjointe avec Bagdad en vue d'une éventuelle offensive militaire contre le PKK. Pour rappel, les relations turco-iraquiennes sont en nette amélioration depuis plusieurs mois, la mesure prise par Bagdad d'interdire le PKK - classé terroriste par Ankara - soulignant l'apaisement des liens entre les deux voisins. Depuis le mois de mars, les deux parties ont débuté des pourparlers autour de la lutte contre le terrorisme où ils ont discuté de commissions conjointes pour « travailler exclusivement dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, du commerce, de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, de la santé et des transports », ajoutait le communiqué.

Cette reconnaissance intervient après plusieurs années de frappes aériennes turques dans cette région montagneuse semi-autonome de l'Irak, y établissant même des avant-postes militaires destinés à empêcher les militants du PKK d'infiltrer la frontière turque, ce que Bagdad a longtemps condamné comme étant une violation de sa souveraineté nationale. Après de multiples appels lancés par Ankara pour faire pression sur son voisin, la décision du Conseil de sécurité nationale irakien

signalait déjà une amélioration des relations entre les deux pays.

Les enjeux

Suite au premier cycle de négociations menées en décembre, l'armée irakienne a commencé à déployer des troupes dans la zone contrôlée par le Parti démocratique kurde (PDK), allié d'Ankara, qui contrôle le nord de la province autonome kurde depuis sa capitale Erbil. L'objectif pour la Turquie étant de créer un couloir de sécurité pouvant atteindre 30 kilomètres de profondeur le long de sa frontière avec l'Irak. La Turquie avait suggéré en mars que l'offensive militaire majeure qu'elle prépare dans le nord de l'Irak était indispensable pour la sécurisation de l'Iraq Development Road. Alors que le gouvernement irakien a annoncé l'interdiction du PKK dans le pays il y a un mois, cette opération militaire a été au cœur de la visite de M. Erdogan à Bagdad. Si l'Irak a laissé entendre qu'il n'y participerait pas, le pays pourrait se coordonner plus étroitement avec Ankara.

La question de la connectivité est un dossier brûlant de la région. Ce projet de corridor est donc l'occasion pour l'Irak de renforcer son statut géopolitique en tant que lieu de transit commercial, face à d'autres projets concurrents comme l'IMEC. Il s'agit aussi de générer des revenus pour diversifier son économie en réduisant la dépendance aux hydrocarbures. En pleine crise économique, la Turquie tente quant à elle de s'imposer comme plaque tournante des échanges entre l'Europe et le Moyen-Orient, alors qu'Ankara entend jouer en outre un rôle diplomatique de premier plan. Depuis le 7 octobre, Recep Tayyip Erdogan a offert ses services de médiateur pour gérer les négociations entre le Hamas et Israël, pour l'instant en vain.

Concernant l'implication des pays du Golfe, le Qatar a exprimé un sérieux intérêt à soutenir le gouvernement irakien et à accroître ses investissements en Irak, ayant injecté 10 milliards de dollars pour des projets d'infrastructures et de services. Pour les Émirats arabes unis, il s'agit davantage d'éloigner l'Irak de l'Iran et de faire partie d'un projet régional - l'Iran était initialement inclus dans les négociations sur le projet, mais en semble désormais exclu.

Malgré son aspect prometteur, le projet pourrait toutefois se heurter à un certain nombre de défis régionaux compliquant sa mise en œuvre, comme le différend sur la démarcation de la frontière maritime avec le Koweït, le potentiel de l'insécurité et de l'instabilité en Irak liées au PKK et à l'ingérence iranienne, et d'autres projets rivaux comme l'IMEC.

De quoi motiver certains pays à s'opposer à son succès ●

REGARD D'EXPERTE

Comment l'IA s'est imposée dans les médias ?

Par **Mathilde Ozanne**



Diplômée d'un master en Communication des entreprises à l'EFAP, Mathilde est spécialiste des relations presse depuis plus de 10 ans, au service essentiellement des acteurs de la tech (startups, PME ou ETI)

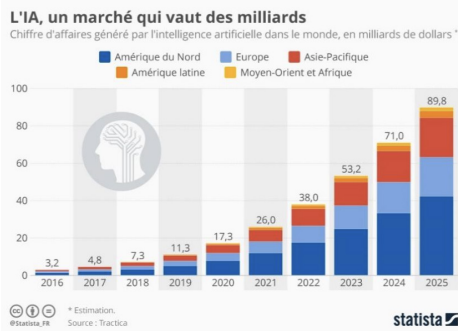
sur leur coeur de métier tout en s'attachant à valoriser leurs actualités corporate. Elle rejoint Comcorp en 2023 en tant que consultante relations médias et social media en accompagnant la prise de parole d'experts dans les univers de la tech comme de la santé.

ters spécialisées pour rester informés des dernières innovations, des meilleures pratiques et des opportunités d'affaires dans le domaine de l'IA. L'accès à ces newsletters a aussi été simplifié grâce aux progrès observés dans les technologies de l'information et permis également une distribution à un public plus large. En somme, la montée en puissance des newsletters consacrées à l'IA en France illustre aussi bien la croissance et la maturité de ce domaine que l'évolution des centres d'intérêts des lecteurs en matière d'information et d'analyse dans ce milieu.

Que ce soit dans les médias professionnels ou économiques, l'intelligence artificielle (IA) fait aujourd'hui l'objet de newsletters dédiées depuis quelques années. Son évolution peut s'expliquer notamment par la démocratisation de cette technologie auprès d'un public d'experts comme du grand public, mais l'évangélisation n'est pas le seul levier de son succès. Capables de s'adapter et surfer sur différents secteurs d'activités ou tendances émergentes, ces newsletters dédiées ont su trouver leur audience, en croissance régulière. Ayant trouvé leur public, comment ont-elles réussi à s'imposer ? Quels pourraient être les freins à ce développement fulgurant ?

Un intérêt et une ascension grandissants

Au cours des dernières années, les newsletters consacrées à l'IA ont profité d'une croissance de l'intérêt pour cette technologie et ont pu mieux répondre aux besoins et aux intérêts variés des lecteurs grâce à une diversification des sujets, allant des avancées technologiques et des tendances du marché aux implications sociales, éthiques et politiques de l'IA (confidentialité des données, discrimination algorithmique et responsabilité sociale). En parallèle, avec la croissance de l'industrie de l'IA en France, de plus en plus de professionnels et d'entreprises se sont tournés vers les newslet-



Des newsletters variées avec un public adapté

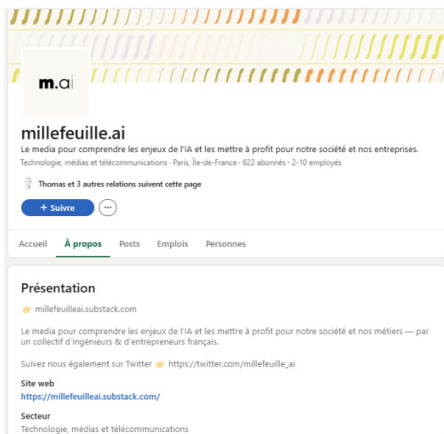
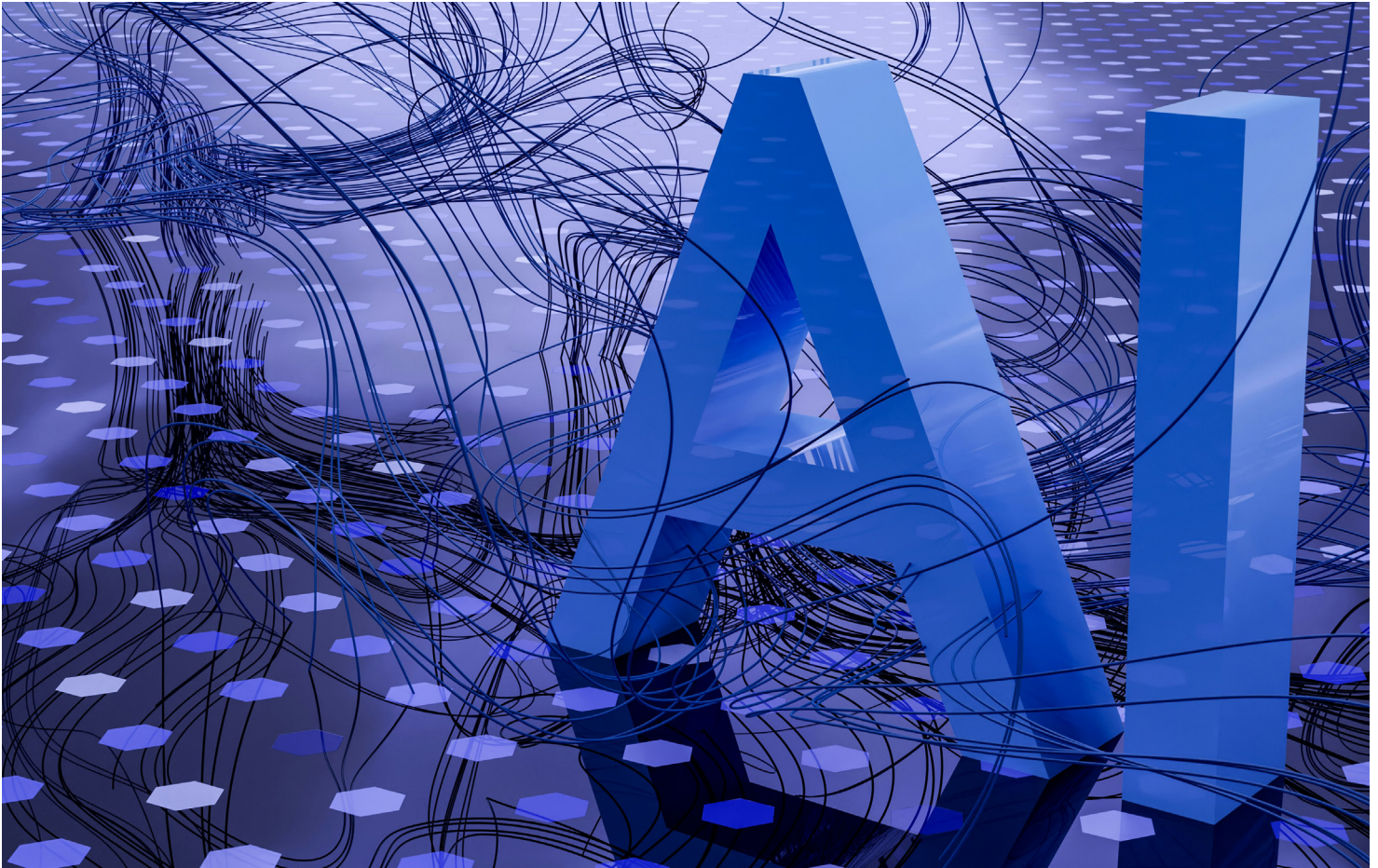
En France, plusieurs newsletters se concentrent exclusivement sur l'IA et couvrent un large spectre de sujets liés à ce domaine. Certaines s'intéressent exclusivement à l'IA s'adressant en priorité aux professionnels, aux chercheurs, aux décideurs et à toute personne intéressée par l'IA cherchant une source fiable d'informations, d'analyses et de perspectives sur les derniers développements : la Lettre IA de Pierre, sélection hebdomadaire d'actualités, tendances et réflexions sur l'IA en France et dans le monde, la Lettre de l'IA qui livre des analyses, des interviews et des articles sur les développements récents dans le domaine de l'IA, à travers un

angle éthique et social, la Revue de l'Intelligence Artificielle qui propose une veille sur les avancées scientifiques, les innovations technologiques et les enjeux éthiques de l'IA ou encore Qant ? Qui propose chaque jour les tendances de la tech et l'IA.

Devant l'intérêt des Français pour ce sujet, plusieurs médias économiques français ont décidé eux aussi d'éditer leurs newsletters dédiées, à l'image des Échos qui attire un lectorat de plusieurs milliers d'abonnés professionnels, aussi bien cadres, entrepreneurs, investisseurs que décideurs, tout comme La Tribune, Bpifrance Le Hub qui cible principalement les entrepreneurs, les start-ups, les PME et les acteurs de l'innovation en France ou encore Usbek & Rica dont l'audience fidèle est composée d'amateurs de réflexion et de débat intellectuel, avides de sujets prospectives et d'enjeux sociétaux, éthiques ou culturels.

Enfin, le Journal du Net (JDN) cible un public professionnel, attirant des acteurs du secteur digital, du e-commerce, du marketing et de la tech. Chaque média adopte une stratégie différente et dont l'audience peut varier en volume selon la qualité du contenu, des campagnes de promotion, des partenariats ou de l'évolution de l'intérêt du public pour l'IA.





mesure que le domaine de l'IA continue de se développer. La saturation du marché pourrait représenter un frein tout comme l'homogénéité. En effet, il faudra que les médias réussissent à se démarquer pour réussir à conserver leur audience. Il faudra proposer un contenu original, qualitatif et diversifié (interviews, études de cas, analyses approfondies et tutoriels pratiques ...) et adapté aux besoins spécifiques de leur public, abordant notamment les aspects éthiques, sociaux et politiques de cette technologie. L'IA étant un domaine en constante évolution, les newsletters devront aussi rester à jour sur les dernières avancées technologiques, les tendances du marché, les questions éthiques et réglementaires, ainsi que les applications pratiques de l'IA. Par ailleurs, la complexité et le caractère multidisciplinaire de l'IA pourraient rendre difficile la communication d'informations et de concepts complexes de manière accessible et compréhensible pour un large public. La simplification de l'IA devra être au rendez-vous sans pour autant dénaturer l'information. Enfin, pour enrichir leur contenu et élargir leur audience, les newsletters pourraient

envisager de collaborer avec d'autres acteurs de l'écosystème de l'IA, tels que des chercheurs, des entrepreneurs, des investisseurs et des organisations gouvernementales.

En surmontant ces défis et en saisissant les opportunités d'évolution, les newsletters dédiées à l'IA peuvent continuer à jouer un rôle important dans la diffusion d'informations, d'analyses et de perspectives sur ce domaine en pleine expansion ●

Une croissance qui pourrait être freinée

Malgré leur succès actuel, ces newsletters pourraient être confrontées à plusieurs défis à

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président

alexandrem@eslrivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.